
Annual General Meeting, 1970/L'assemblée générale, 1970

Volume 5, numéro 1, 1970

Winnipeg 1970

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/030737ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/030737ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada

ISSN

0068-8878 (imprimé)

1712-9109 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1970). Annual General Meeting, 1970/L'assemblée générale, 1970. *Historical Papers / Communications historiques*, 5(1), 244–246.

<https://doi.org/10.7202/030737ar>

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, 1970

La Société historique du Canada s'est constituée en corporation le 16 avril 1970, après avoir reçu des lettres patentes du gouvernement du Canada. Cette mesure a été prise afin de faciliter la conduite des affaires de la Société. Cette nouvelle constitution de la Société entraîne cependant l'abolition du vote par lettre. Pour l'élection des officiers de la Société, chaque membre devra donc soit venir voter en personne, soit mandater par procuration quelqu'un qui votera à sa place.

La Société nouvellement incorporée a tenu sa première assemblée générale à l'Université du Manitoba, à Winnipeg, le 6 juin 1970.

La Société continue d'appuyer M. Fernand Ouellet dans le procès Bourassa-Ouellet. La Cour supérieure du Québec a rendu son jugement le 8 janvier, autorisant la publication du livre de M. Ouellet, mais exigeant des dédommagements mineurs pour des commentaires qui sont jugés de nature diffamatoire. L'appel interjeté a été refusé par la Cour d'appel du Québec. Après avoir pris avis d'un avocat, la Société est intervenue sur une question de principe. Son intervention a été rejetée; mais une interjection en Cour suprême du Canada est présentement à l'étude.

Un comité de dix membres dirigé par M. Albert Tucker a présenté une série de propositions relatives à l'enseignement de l'histoire, telles que l'encouragement à donner aux professeurs qui n'enseignent pas au niveau universitaire afin qu'ils deviennent membres actifs de la Société, la création d'un organisme qui arrêterait le programme et coordonnerait les séances de la réunion annuelle, la publication d'un journal qui servirait d'organe de communication, l'examen des brochures de la Société et la possibilité d'en changer le format, la tenue de conférences régionales et la création d'un centre de documentation sur l'enseignement de l'histoire. Toutes ces propositions ont été acceptées.

Le trésorier a signalé une augmentation de 73 dans le nombre des membres depuis 1969, ce qui porte le total à 2,088. Les membres individuels se répartissent à travers le Canada dans les proportions suivantes: Terre-Neuve, 1%; Provinces maritimes, 7%; Québec, 17%; Ontario, 49%; Prairies, 11%; Colombie-Britannique, 7%. De plus, environ 8% habitent en dehors du Canada, la plupart aux Etats-Unis.

Le rédacteur exécutif des communications historiques a présenté son rapport. Il nous a fait savoir qu'il est possible de se procurer l'index des *Rapports annuels/Communications historiques* pour les années 1952-1968 au prix modique de \$1.00. Le rédacteur des brochures annonce la parution de *The Bennett Administration*, par J. R. H. Wilbur; deux autres brochures paraîtront prochainement et il y en a sept en préparation. Cependant, la vente diminue.

Mlle M. A. Ormsby, la directrice du comité conjoint de la Société historique du Canada et de l'American Historical Association, nous a appris que le prix A. B. Corey a été décerné au professeur Kenneth Bourne, de la London School of Economics, pour son livre intitulé *Britain and the Balance of Power in North America, 1815-1908*. Une séance conjointe des deux sociétés aura lieu lors de la réunion de l'AHA à Boston, en décembre 1970. Le nouveau président de la section canadienne est M. George Rawlyk.

Le nombre d'inscriptions au *Répertoire des thèses en cours* croît constamment:

1966	1967	1968	1969	1970
552	816	1131	1366	environ 1600

Le Conseil canadien de recherches en sciences sociales, chargé d'organiser la recherche, est en train de devenir un agent de coordination entre les sociétés savantes. Il cherche l'aide financière des sociétés qui constituent ses membres. Notre société a décidé de verser au Conseil la somme de \$1,500 provenant du budget des brochures, ce qui représente \$3.00 par personne pour les 500 membres professionnels que l'on compte dans la Société. Il va de soi que dans un avenir rapproché il faudra changer la structure et le montant des cotisations.

M. D. G. G. Kerr présida la réunion du comité de la Société qui traite de la Banque des données de la politique canadienne. Il nous a fait savoir qu'au cours d'une conférence sur un centre de recherche de données qui a eu lieu à Québec le 2 mai, on a présenté des recommandations pour que le Conseil canadien de recherches en sciences sociales et l'Association des universités et des collèges du Canada s'unissent pour créer un centre de programmation qui enregistrerait les renseignements relatifs aux sciences sociales, servirait de bureau central de renseignements, encouragerait l'étude de techniques et l'établissement de plusieurs centres de conservation des données. Un comité d'étude a été formé et placé sous la direction de M. John Meisel. Le Conseil des arts du Canada lui a accordé une subvention de \$60,000 pour lui permettre d'entreprendre une étude détaillée. Le comité de M. Kerr poursuivra donc sa tâche; il se peut qu'il tienne une séance au cours du prochain congrès.

A la suite du rapport du comité des mises en candidature, d'autres noms furent proposés et les candidats suivants furent élus:

Vice-président:	M. Ivo N. Lambi
Membres du Conseil: 1971-1973:	M. Julian Craft M. Elwood Jones Mlle Patricia Roy M. Jean-Pierre Wallot
Comité des mises en candidature:	R.P. Francis Bolger M. Albert Tucker

Nous avons accepté l'invitation de la Memorial University of Newfoundland, à Saint-Jean, et nous tiendrons le prochain congrès dans ses locaux.

Jacques Monoh, s. j.,

secrétaire de langue française.

ANNUAL GENERAL MEETING, 1970

The Canadian Historical Association assumed corporate identity on 16 April 1970, under Letters Patent issued by the Government of Canada. This step was taken to facilitate the conduct of business. Incorporation necessitates abolition of the mailed vote. Votes for the election of officers must now be made in person; written proxies, however, may be used.

The First General Meeting of the incorporated Association took place at the University of Manitoba, Winnipeg, on 6 June 1970.

The Association has supported Fernand Ouellet in the Bourassa-Ouellet case. The court in Québec gave a judgment on 8 January, permitting the publication of the Ouellet book but imposing minor damages. An appeal was disallowed. The Association, following legal advice, entered an intervention on a matter of principle. (This has been rejected; an appeal to the Supreme Court of Canada is under consideration.)

A committee of ten under the leadership of Albert Tucker submitted proposals on the teaching of history, involving the encouragement of non-university teachers of history to join and serve the Association, the establishment of a body to plan and coordinate sessions of the subject at annual meetings, the adoption of a journal as organ, a study of the Association's booklets in search of a new approach, sponsorship of regional conferences and establishment of a Resource Centre on the Teaching of History. These proposals were accepted.

The Treasurer indicated that the membership had increased by 73 over 1969 to 2,088 by 31 May 1970. Individual members have their places of residence distributed across Canada on the following basis: Newfoundland, 1%; Maritimes, 7%; Québec, 17%; Ontario, 49%; Prairies, 11%; British Columbia, 7%. In addition, about 8% live outside Canada, the majority of these in the U.S.A.

The Editor reported that the index for the *Annual Report/Historical Papers* for the years 1952-1968 is available at \$1.00.

Booklet sales are declining. One new publication, J. R. H. Wilbur's *The Bennett Administration*, has appeared; two more will be published shortly and seven are in progress.

Miss M. A. Ormsby, chairman of the joint Canadian Historical Association/American Historical Association committee, reported that the A. B. Corey prize has been awarded to Prof. Kenneth Bourne, London School of Economics, for his *Britain*

and the *Balance of Power in North America, 1815-1908*. There will be a joint session at the AHA meeting in Boston in December, 1970. New chairman of the Canadian section is George Rawlyk.

The Register of Dissertations has shown steady increase:

1966	1967	1968	1969	1970
552	816	1131	1366	1600 approx.

The Social Science Research Council of Canada is becoming a coordinating agency for the learned societies, with a role in research planning. It seeks financial support from member societies. Payment was approved of \$1,500 from the booklet account to the Council, on the basis of \$3.00 each for an estimated 500 "professional" members. A readjustment of the membership and fee structure will consequently be necessary in the near future.

D. G. C. Kerr chaired the Association's committee on a "Canadian Political Data Bank". He reported that at a Conference on a Research Information Centre in Québec on 2 May it was recommended that a centre be set up jointly by the Social Science Research Council and the Association of Universities and Colleges of Canada, to list in machine-readable form information relevant to the social sciences, to operate a clearing house for information, to foster the study of techniques and the establishment of data bases. (A steering committee has now been appointed under John Meisel. Canada Council has granted \$60,000 for a detailed study.) Dr. Kerr's committee will continue; a session may be held at the next meeting.

Following the report of the Nomination Committee some further nominations were received from the floor. Those elected were:

Vice-President:	Ivo N. Lambi
Council members, 1971-1973:	Julian Craft
	Elwood Jones
	Patricia Roy
	Jean-Pierre Wallot
Nomination committee:	Father Francis Bolger
	Albert Tucker

An invitation to hold the 1971 meeting at Memorial University of Newfoundland in St. John's was accepted.

C. C. J. Bond,
English-Language Secretary.